RAMADAN :

Alger sous haute surveillance

J-2 du début du mois de ramadan, un dispositif sécuritaire important est visible tant au niveau de la périphérie d'Alger qu'au centre-ville. Les derniers attentats terroristes perpétrés dans le centre du pays (Tizi-Ouzou, Issers, Zemmouri et Bouira), à une quinzaine de jours du mois de ramadan, ont contraint les pouvoirs publics à redoubler de vigilance.

Abder Bettache - Alger - Le Soir) - En effet, depuis quelques jours, la sécurité a été considérablement renforcée dans la capitale et sa banlieue. Postés au niveau des points stratégiques et sur les routes menant vers l'est et l'ouest d'Alger, gendarmes et policiers, en nombre important, passent au peigne fin tous les véhicules considérés suspects.

Les camionnettes bâchées ou encore les camions frigorifiques sont automatiquement fouillés. En effet, tout fourgon se dirigeant vers Alger est automatiquement contrôlé lors de son passage au niveau d'un barrage de police ou de gendarmerie.

A certains endroits, la fouille est assurée à distance au moyen d'appareils nouvellement acquis par la Sûreté nationale.

Cette méthode de contrôle est notamment utilisée au niveau des barrages dressés sur l'axe routier Tizi- Ouzou- Boumerdès - Alger. «Ce sont des détecteurs d'explosifs, dont est équipée une grande partie des barrages de contrôle», a-t-on appris.

Pour les pouvoirs publics, il s'agit, sans aucun doute, à travers cette stratégie, «d'éviter toute infiltration terroriste dans la capitale et annihiler ainsi toute tentative de commettre des attentats au niveau de la capitale». Le même dispositif sécuritaire est érigé au niveau du périmètre ouest de la capitale. Le maillage d'Alger semble constituer une parade pour les services de sécurité tout au long du mois de ramadan.

Ceci étant, parallèlement à ce déploiement sécuritaire externe, le centre-ville fait également l'objet d'une «vigilance» particulière. Les policiers, qu'ils soient en uniforme ou en civil, sont partout. A pied ou patrouillant à bord de véhicules identifiés ou banalisés, ils sont à l'affût de la moindre anomalie.

Au niveau des rues Ben-M'hidi à Alger-Centre ou Tripoli à Hussein Dey, on a constaté la présence de l'uniforme bleu.

Mieux, des barrages de contrôle sont mêmes improvisés au niveau de certaines intersections peu fréquentées par les automobilistes, alors qu'au niveau des places publiques et des marchés, les interpellations et la fouille de personnes suspectes ont été intensifiées ces derniers jours.

Autre signe d'alerte. La forte présence policière au niveau des édifices institutionnels.

En effet, au niveau du Palais du gouvernement, de la présidence de la République ou des ambassades, des dispositifs policiers importants ont été mis en place, et parfois des zones tampon ont vu le jour. En somme, les périmètres en question se trouvent sous haute surveillance.

Le même décor est perceptible devant les commissariats de police.

Des palissades et autres digues en béton encadrent l'infrastructure et les accès sont surveillés. Un décor qui rappelle la décennie noire. **A. B.**

TAXE SUR LES VÉHICULES

Exemption pour les moudjahidine

Les anciens moudjahidine viennent de bénéficier d'une exonération de la nouvelle taxe sur les véhicules neufs, et une note d'information a été diffusée dans ce sens aux services concernés. Cette dernière stipule que les véhicules neufs importés par les moudjahidine sont également exempts de cette taxe.

Contrairement à la première mesure d'exonération (bus et camions), celle en rapport avec les anciens moudjahidine a été transmise à quelques concessionnaires.

Cependant, elle comporte quelques zones d'ombre. En effet, la note parle de véhicules neufs importés par les moudjahidine. Il est à se demander si les véhicules achetés auprès des concessionnaires établis en Algérie avec une licence d'importation d'un ancien moudjahidine sont concernés. Une question à la quelle n'ont pas pu répondre les quelques représentants de marque de voitures que nous avons contactés. Certains n'ont pas manqué de manifester leur inquiétude et ont réitéré leur appel à une journée d'information. «En tant que professionnels de l'automobile en Algérie, nous nous sommes efforcés à appliquer le nouveau décret qui réorganise le métier de l'automobile en Algérie», a souligné le représentant d'une marque européenne.

Un autre dira que le dernier des concessionnaires a investi 20 millions de dollars rien que pour la mise en conformité avec ledit décret. D'autres ont engagé plus de 60 millions de dollars. Par ailleurs, les ventes des véhicules neufs ont repris après la période de stagnation qui a suivi l'annonce surprise de cette taxe. Depuis quelques jours, la clientèle a repris le chemin des show-rooms pour passer des commandes ou payer la nouvelle taxe pour l'enlèvement de leur véhicule. La résignation des clients et les offres des concessionnaires qui prennent en charge la nouvelle taxe ont fini par redonner une seconde vie au marché de l'automobile. **N. M.**

TIZI-OUZOU

Un gardien de prison assassiné à Assi-Youssef

Les populations du sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, particulièrement ciblées par les terroristes du GSPC, mais oubliées depuis quelque temps, ont renoué, jeudi soir, avec un climat de terreur.

Selon diverses sources sûres, un groupe terroriste a fait son apparition, peu avant minuit, aux alentours d'un débit de boissons, sur la route entre Boghni et Assi-Youssef, à une quarantaine de kilomètres environ au sud de Tizi-Ouzou. Une brutale incursion a eu lieu, entamée par le racket des présents ont été délestés d'une somme avoisinant quatre-vingts millions de centimes, avant que les terroristes ne procèdent à un contrôle d'identité des personnes qui s'y trouvaient. En fouillant minutieusement un véhicule garé tout près, les terroristes trouveront la carte professionnelle d'un jeune homme qui se trouve être un gardien de prison exerçant à Alger. Soumis d'abord à un interrogatoire, ce dernier se verra par la suite intimer l'ordre de suivre les terroristes qui, quelques pas à peine plus loin, l'exécuteront à l'arme blanche puis mettront le feu à son véhicule.

Selon une autre source, les terroristes n'ont pas pour autant assouvi leur instinct de criminels puisque, après avoir mis fin aux jours du malheureux gardien de prison, ils ont enlevé un jeune homme, apparemment un émigré, avant de s'évaporer dans la nature.

Azedine M.

TIARET

1 mort et 4 blessés sur la route

Un grave accident de la circulation a eu lieu avant-hier aux environs de 15h sur la RN 23 à la sortie de Temda dans la wilaya de Tiaret faisant un mort et quatre blessés. Le drame s'est produit lorsqu'un camion semi-remorque immatriculé dans la wilaya d'Oran et une voiture de marque Peugeot 206 roulant en sens inverse et à bord de laquelle se trouvaient la victime et ses enfants, se sont télescopés. La violente collision a causé la mort sur place du conducteur du véhicule léger âgé de 49 ans, alors que les quatre passagers ont miraculeusement échappé au drame. Selon le premier constat fait sur place et compte tenu de l'état du véhicule, les causes de l'accident seraient dues à l'excès de vitesse suivi d'un dépassement dangereux. Le corps de la victime a été déposé à la morgue du secteur sanitaire Youcef-Damardji de Tiaret alors que les blessés ont été évacués vers la même structure hospitalière pour subir les premiers soins.

Des inondations font un mort à Aïn D'heb

Un enfant dénommé Hammou, âgé de 10 ans a péri mercredi dernier en fin d'après-midi dans des inondations survenues à Oued Gassem Lahdeb, à quelques encablures de la daïra de Aïn D'heb, 80 km au sud du chef-lieu de wilaya de Tiaret.

La victime qui était accompagnée de son frère âgé de 17 ans a été emportée par les eaux déchaînées retrouvée quelques mètres plus loin sans vie suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur la région. Selon des témoignages en provenance de cette localité, les conséquences auraient été plus désastreuses si l'averse avait duré plus de temps, compte tenu des habitations vétustes implantées tout le long de l'oued. Les flots qui ont été à l'origine de la perturbation de la circulation — la RN23 ayant été coupée pendant presque deux heures — ont par ailleurs envahi quelques maisonnettes situées au lieudit Aïn El Abid, relevant de la même daïra, mais sans pour autant occasionner des dégâts, même si d'autres échos évoquent la perte de quelques têtes d'ovines. Aussitôt informées, les autorités locales accompagnées des services de sécurité et de la Protection civile, se sont déplacées sur les lieux pour s'enquérir de la situation et du coup prendre des mesures à l'effet de parer à toute éventualité. L'on saura que pas moins de onze familles ont été alors placées à titre temporaire dans une polyclinique de la ville. Le Croissant rouge, de son côté, a pris l'initiative d'acheminer des vivres et des couvertures aux parents de la victime. A noter qu'une commission a été installée pour la circonstance dans le but d'évaluer avec exactitude l'ampleur des dégâts engendrés par les inondations. Des instructions ont été également données pour élaborer une étude technique permettant d'éviter à l'avenir ce genre de sinistre, nous fait-on savoir. **Mourad Benameur**

BAN KI-MOON REMERCIE VAN WALSUM

Le Front Polisario obtient gain de cause

Le secrétaire général de l'ONU a décidé de ne pas prolonger le mandat de Peter Van Walsum, son envoyé personnel pour le Sahara occidental. Par cette décision, Ban Ki-moon débloque le processus de négociationss entre les deux parties en conflit. Le Front Polisario sort vainqueur d'un bras de fer qui aura duré plusieurs mois.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Ayant expiré officiellement le 21 août dernier, le mandat de l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU ne sera pas prolongé. La décision a été confirmée ce week-end par Peter Van Walsum en personne, dans une déclaration à la presse espagnole. Le Front Polisario, qui a refusé de reprendre les négociations avec le Maroc, tant que Van Walsum est en poste, a finalement eu gain de cause. L'affaire Van Walsum a débuté au mois d'avril dernier, lorsque l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU avait, dans une déclaration faite devant les membres du Conseil de sécurité, pris position en faveur du Maroc. Il avait alors qualifié «d'option irréaliste» l'indépendance du Sahara occidental. Une position qui va à l'encontre de celle des Nations unies, du Conseil de sécurité et de la légalité internationale. Suite à cette déclaration, de hauts responsables sahraouis sont montés au créneau pour exiger le départ de Van Walsum et la nomination d'une personnalité neutre avant toute reprise du processus de négociations. Dans une lettre adressée le 4 août dernier au secrétaire général de l'ONU, le président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, confirmera officiellement cette décision. «Permettez-moi de vous faire part de la stupéfaction et de la désapprobation du Front Polisario à la suite de la déclaration faite, en avril dernier, par votre envoyé personnel, M. Peter Van Walsum, devant le Conseil de sécurité, qui se démarque de manière radicale et inacceptable de la position traditionnelle des Nations unies sur ce problème de décolonisation et, partant, de la légalité internationale telle que consacrée par l'ensemble des résolutions pertinentes des Nations unies. En recommandant que les négociations se tiennent sur la base du projet marocain d'autonomie, l'envoyé personnel suggère, en fait, au Conseil de sécurité, et, par-delà, à la communauté internationale, de reconnaître le fait accompli et, partant, la souveraineté du Maroc sur un territoire figurant sur la liste des territoires non autonomes des Nations unies, occupé par la force depuis 1975, alors même qu'aucun Etat au monde, comme le reconnaît l'envoyé personnel, lui-même, ne reconnaît, à ce jour, une telle souveraineté. En adoptant une attitude délibérément pro-marocaine puisqu'elle conforte la position du Maroc qui ne conçoit de solution que "dans le cadre de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Royaume", l'envoyé personnel se départit de l'attitude d'impartialité qui doit être la sienne et foule aux pieds la légalité internationale se disqualifiant totalement pour la conduite future des négociations entre le Front Polisario et le Maroc. «Je suis confiant, Monsieur le secrétaire général, que vous saurez prendre les décisions qui s'imposent pour une poursuite des négociations, ordonnée et respectueuse de la légalité internationale, et pour la préservation des règles d'impartialité et d'équité sur lesquelles se fonde notre organisation, dont la responsabilité à l'égard de notre peuple demeure pleinement engagée», avait alors souligné le président de la RASD. En se passant des services de Peter Van Walsum, le secrétaire général de l'ONU a réactivé le processus de négociations qui en est à son cinquième round. Le Front Polisario a annoncé sa disponibilité à s'asseoir une nouvelle fois à la table de Manhasset. Mais qu'en est-il réellement des intentions de l'autre partie. Le Maroc prépare-t-il de nouvelles actions dilatoires ? **T. H.**

AÏN DEFLA

Un garde communal tué par une bombe artisanale à Djemaâ Ouled-Cheikh

Jeudi en début de matinée, un garde communal a sauté sur une mine artisanale au douar Groun, au lieudit Taghlissia, à 6 km à l'est du chef-lieu de la commune Djemaâ Ouled-Cheik, daïra de Djelida, à une quarantaine de kilomètres au sud d'Aïn Defla. Selon des sources locales, l'engin de la mort était enfoui non loin de la caserne de la garde communale. Des tirs de fusils automatiques ont été entendus juste après l'explosion qui s'est produite vers 7h30 du matin, a-t-on encore appris. On suppose que le groupe, auteur de cet attentat, est formé des rescapés de l'embuscade tendue par les éléments de l'ANP au lieudit Kherbouche, dans la commune de Tarik-Ibn Zyad, et qui a permis l'élimination de 10 terroristes et la récupération de 15 armes. La dépouille du garde communal, âgé d'une quarantaine d'années, a été transférée à la morgue de l'hôpital le plus proche. **K. O.**